

Premier atelier sur le commerce pour parlementaires



Foro Interparlamentario de las Américas
Fórum Interparlamentar das Américas



Forum interparlementaire des Amériques
Inter-Parliamentary Forum of the Americas



Compte-rendu

Ottawa, Canada
Du 18 au 20 mars 2007

Premier atelier sur le commerce pour parlementaires

Compte-rendu

Ottawa, Canada

Du 18 au 20 mars 2007

Foro Interparlamentario de las Américas
Fórum Interparlamentar das Américas



Forum interparlementaire des Amériques
Inter-Parliamentary Forum of the Americas

Rapport présenté par Mme Laura Dawson du Centre de droit et de politique commerciale

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	2
1.1 Fondements de l'atelier	2
1.2 Description du programme	2
1.3 Parrainage et hôtes.....	3
2. DÉROULEMENT DE L'ATELIER.....	4
2.1 Cérémonie d'ouverture.....	4
2.2 Politiques et règles commerciales (Modules 1 et 2).....	4
2.3 Le rôle du parlement dans le commerce et le développement (Module 3)	6
2.4 Consultation publique : des citoyens aux politiques (Module 4).....	7
2.5 Libéralisation du commerce et réduction de la pauvreté (Module 5).....	8
2.6 Égalité entre les sexes, commerce et développement (Module 6).....	9
2.7 Clôture.....	10
3. VERS L'AVENIR.....	10
4. ANNEXES.....	12
4.1 Annexe 1 : Liste des participants	12
4.2 Programme.....	14
4.3 Remerciements	17

1. Introduction

Du 18 au 20 mars 2007, le Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) a mis en œuvre son *Premier atelier sur le commerce pour parlementaires*, organisé par la Section canadienne du FIPA à Ottawa, Ontario, Canada. Malgré les basses températures, des parlementaires de tout le continent se sont réunis pour participer à des débats actifs et enrichissants.

Seize parlementaires de la Bolivie, du Canada, de la Colombie, de la Dominique, du Salvador, de Haïti, de la Jamaïque et du Mexique ont participé à cet atelier pilote. La participation de pays de dimensions et de niveaux de développement économique différents, conjuguée à une mosaïque de représentants aussi bien du gouvernement que des partis de l'opposition, a permis l'expression d'une diversité d'opinions lors du traitement des différents sujets. Les modules sur des questions clés, dirigés par des spécialistes et des académiciens d'organisations canadiennes et régionales, ont été enrichis par le partage d'expériences et d'information.

1.1 Fondements de l'atelier

Du fait de la prolifération croissante des accords commerciaux et des politiques nationales afférentes, la connaissance en matière de politique commerciale est devenue une priorité pour les parlementaires. L'un des participants de l'atelier ayant eu lieu à Ottawa a décrit la fonction des parlementaires comme étant celle de « porte-parole de ceux qui n'ont pas de voix ». Néanmoins, afin de représenter de manière efficace les intérêts de l'électorat pour ce qui est de la mise en œuvre des accords commerciaux internationaux, les parlementaires eux-mêmes doivent être familiarisés avec ce sujet si complexe.



L'objet du *Premier atelier sur le commerce pour parlementaires* était de fournir l'information de base aux parlementaires au sujet des politiques et des régulations commerciales d'une façon qui soit pertinente à leurs préoccupations et à celles de leurs électeurs. De même, vu que les politiques commerciales ont une influence sur bien d'autres domaines (tels que la pauvreté, le développement, les mouvements sociaux et les questions de genre), cet atelier visait à fournir un cadre pour le traitement de ces problématiques dans le contexte de la politique commerciale.

1.2 Description du programme

Le programme de l'atelier était conçu de manière à offrir des modules incorporant des informations sur des sujets d'actualité, suivis de débats mettant en rapport le sujet en question avec l'expérience des parlementaires. Afin de fournir les connaissances de base à tous les participants, l'atelier a démarré avec deux modules qui offraient un portrait intégral des règles du commerce et de la gouvernance et de leurs effets au niveau local. Après l'établissement du cadre de base, les modules suivants ont cherché à fournir des

outils d'analyse et des politiques permettant d'adapter les règles du commerce international de manière à générer développement durable, croissance et équité.

Parmi ces modules « outils », le premier a mis l'emphase sur l'apport exclusif pouvant être fourni par les parlementaires et les organisations parlementaires dans le but de créer une politique commerciale et économique répondant aux besoins locaux. Il s'agissait d'un volet particulièrement important pour les pays en voie de développement, qui essaient d'adapter les systèmes commerciaux des pays plus grands et plus industrialisés pour favoriser la croissance dans des États plus petits ou plus pauvres. Après un débat sur la communication au sein des groupes législatifs, et entre eux, l'atelier a abordé la question de la communication et des consultations avec les groupes d'électeurs. La présentation sur la libéralisation du commerce et la réduction de la pauvreté a été l'un des principaux modules analytiques, permettant aux parlementaires d'examiner les mythes et les réalités associés à l'effet de la libéralisation du commerce sur la croissance et la distribution du revenu.

Les liens entre égalité entre les sexes et commerce ont pour leur part été débattus lors d'un module portant sur les effets différenciés de la politique commerciale sur les groupes d'électeurs. À cette occasion, les participants ont identifié les domaines dans lesquels les changements commerciaux et économiques ont un impact différent sur les hommes et les femmes, et ils ont exploré les stratégies atténuantes afin de promouvoir l'égalité entre les sexes.

Veuillez vous référer à l'annexe 2 pour voir le programme complet de l'atelier.

1.3 Parrainage et hôtes

L'effort réalisé par le FIPA et par la Section canadienne du FIPA a été soutenu par différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le FIPA a reçu l'appui financier du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du *Trade and Poverty Trust Fund* (Fonds fiduciaire pour la promotion du commerce et la réduction de la pauvreté) de la Banque



interaméricaine de développement et de l'Agence canadienne de développement international. Le Centre de droit et de politique commerciale de l'Université de Carleton, le Centre parlementaire, la Banque interaméricaine de développement et l'Institut Nord-Sud ont contribué, avec leurs spécialistes, au traitement des sujets prévus pour cet atelier.

Lors de leur séjour à Ottawa, les parlementaires du FIPA ont assisté à des événements au Ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, au Parlement canadien et à l'Ambassade du Brésil, offerts, respectivement, par M. Ted Menzies, député du Canada et secrétaire parlementaire du Ministre du Commerce international et de la Ministre de la Coopération internationale; M. Leon Benoit, député du Canada et président du Comité permanent du commerce international et Son Excellence M. Valdemar Carneiro

Leão, Ambassadeur de la République Fédérative du Brésil à Ottawa. Le député et président de la Section canadienne du FIPA, M. James Bezan, a offert un dîner pour tous les participants le jour de l'ouverture de l'atelier. Lors de ces rencontres, les membres du FIPA ont eu l'occasion de partager des expériences et de se créer un réseau.

2. Déroulement de l'atelier

2.1 Cérémonie d'ouverture

M. James Bezan, l'hôte, député canadien, président de la Section canadienne du FIPA et membre du Comité Exécutif du Forum s'est chargé de l'ouverture de l'atelier. Après la bienvenue souhaitée aux participants, le député Bezan a fait une révision du programme et il a souligné les sujets à traiter au cours des trois journées suivantes. À savoir :

1. Les politiques et règles commerciales
2. Le rôle du parlement dans le commerce et le développement
3. La consultation publique pour la formulation d'accords commerciaux
4. La libéralisation du commerce et la réduction de la pauvreté
5. L'égalité entre les sexes et le commerce

Après la révision du programme, le député Bezan a cédé la parole aux présentateurs et l'atelier a débuté.

Pour voir les présentations Power Point de chacun des présentateurs, veuillez vous référer au site Web du FIPA : www.e-fipa.org

2.2 Politiques et règles commerciales (Modules 1 et 2)



Étant donné que les lois et les régulations dérivées de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que les accords commerciaux régionaux et bilatéraux ont de profondes conséquences aux niveaux local et national, il est fondamental que les représentants élus soient capables d'exercer une influence sur le processus d'élaboration des politiques de commerce international et de comprendre leurs conséquences sur les électeurs. Les pays en voie de développement font face à un double défi puisqu'ils sont les

plus vulnérables aux changements dérivés de la mondialisation économique et qu'ils ont des ressources plus réduites pour gérer ces changements ou même en bénéficier. Les séances sur les politiques et les règles du commerce données par M. William Dymond¹ du Centre de

¹ William A. Dymond est *Senior Fellow Executive* du Centre de droit et de politique commerciale (CTPL), une organisation canadienne à but non lucratif qui offre formation et conseils en matière de commerce et qui travaille avec des pays en voie de développement dans le monde entier. Avant d'intégrer le CTPL, M. Dymond a travaillé comme directeur général du Secrétariat de planification de politiques du ministère des

droit et de politique commerciale ont offert aux participants un panorama général des éléments essentiels des règles commerciales et de leur dynamique, y compris :

- Les éléments fondamentaux du système de commerce international et l'élaboration des règles afférentes ;
- Les rôles du multilatéralisme, régionalisme et bilatéralisme comme approches permettant d'atteindre les objectifs de la politique commerciale ; et
- La mise en œuvre et l'administration des accords commerciaux.

Les séances sur les politiques et les règles du commerce ont fourni des informations fondamentales aux participants qui ont servi de base aux débats ultérieurs. Comme point de départ, M. Dymond a présenté les dynamiques de base du système de l'OMC (qui s'appliquent aux accords commerciaux internationaux, régionaux et bilatéraux), notamment les principes de non discrimination (traitement national et de nation plus favorisée) et de transparence. On constate par ailleurs la coexistence de deux objectifs, soit, d'un côté, de réduire les pratiques commerciales discriminatoires partout dans le monde et, de l'autre, le fait que les gouvernements nationaux souhaitent offrir un soutien ou traitement spécial pour favoriser les intérêts économiques de leurs pays. Les modules ont tenu compte de cette situation et des défis que ceci représente pour les parlementaires. Dans un des cas présentés, on a examiné la décision du Mexique de créer un impôt sur les boissons sucrées avec du sirop de maïs plutôt que du sucre de canne – qui est produit au Mexique – et on a débattu si cela constituait un viol aux engagements de non discrimination pris par ce pays dans le cadre de l'OMC.

Les subventions constituent un autre instrument de protection/assistance au niveau national. Dans son exposé, M. William Dymond a analysé les différences entre les subventions permises et non permises (qui pourraient provoquer des sanctions internationales pour le pays concerné), et les différentes ressources judiciaires et mécanismes de résolution de différends associés à la deuxième catégorie de subventions. Pour illustrer ce sujet, des cas tels que le conflit entre le Canada et le Brésil pour ce qui est des subventions à l'exportation d'aéronefs ont été présentés.

Il a également été question de l'équilibre nécessaire entre les règles du commerce international et les intérêts nationaux en matière de protection de la santé et de la sécurité publiques. Les États, en effet, peuvent établir ces règles en faveur de l'intérêt public si elles ne sont pas utilisées comme des barrières commerciales dissimulées. Toutefois, les questions concernant la protection du public ont fait l'objet de plusieurs différends récents en matière de commerce telles que l'objection présentée par les États-Unis et le Canada à

Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Il a également assumé différents postes, par exemple celui de négociateur principal pour le Canada de l'Accord multilatéral sur les investissements de l'OCDE et celui de conseiller *senior* du Bureau de négociations commerciales pour le Traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. William Dymond a aussi occupé le poste d'Ambassadeur au Brésil, de ministre conseiller de l'Ambassade du Canada à Washington, de ministre conseiller de la Mission du Canada auprès de l'Union européenne à Bruxelles et de premier secrétaire de la Mission du Canada auprès des Nations Unies à Genève. Après son activité distinguée comme négociateur en matière de commerce, M. Dymond a été conseiller pour la négociation et la mise en œuvre d'accords commerciaux dans plus de 20 pays en voie de développement et en transition.

l'interdiction européenne d'importer de la viande de bétail alimenté avec des hormones. Les participants ont discuté ce cas et ses conséquences pour d'autres pays.

La question du pourquoi les pays cèdent leur souveraineté en matière de politique commerciale nationale en signant des accords multilatéraux a été l'un des sujets centraux de la journée, les participants reconnaissant que les gouvernements négocient des accords internationaux afin de résoudre des problèmes qui ne peuvent être résolus par le biais de mesures adoptées au niveau national seulement. En même temps, la dimension et la portée de l'Organisation mondiale du commerce ont rendu difficile le progrès des nouvelles négociations, en particulier du fait que celles-ci ont la responsabilité supplémentaire d'atteindre des résultats significatifs pour le développement international. Pendant la dernière partie de la journée, les participants ont discuté des perspectives futures de la Ronde de Doha.

En général, les participants ont reconnu que les auteurs des politiques doivent connaître en profondeur la politique commerciale même s'il s'agit de sujets très complexes. Lors du débat il a été clairement établi que les hypothèses sous-jacentes concernant la libéralisation et le développement du marché exigent un débat majeur et plus profond de la part de ceux qui prennent les décisions dans la région.

2.3 Le rôle du parlement dans le commerce et le développement (Module 3)

Ce module a été présenté par M. Robert Miller² du Centre parlementaire (Canada). Dans son exposé, il a identifié des moyens par lesquels les parlementaires peuvent exercer une influence sur le commerce et le développement, mettant l'accent sur les comités parlementaires et les organisations interparlementaires. Il a identifié une série de facteurs déterminant l'efficacité des parlements, et il s'est centré sur l'organisation et sur la cohérence de la participation parlementaire ainsi que sur le support en matière d'information et de recherche. De même, il a mentionné les modalités par lesquelles la coopération fonctionnelle et/ou technique peut aider à surmonter les divisions partisans et à promouvoir la formulation de politiques efficaces et inclusives. Les positions présentées par M. Miller s'appuyaient sur des exemples de renforcement des compétences dans le domaine parlementaire dans le monde entier.

L'un de ces exemples concernait le FIPA lui-même : « La diplomatie parlementaire a le potentiel d'approfondir les connaissances et la compréhension, si elle est menée à bien de manière efficace. Auparavant, les réunions interparlementaires étaient fréquemment des événements sociaux, favorisant plutôt les discours que les débats sérieux. Le FIPA

² *Robert Miller* est le directeur exécutif du Centre parlementaire, une organisation canadienne à but non lucratif, n'étant engagée avec aucun parti politique, consacrée à améliorer l'efficacité des assemblées représentatives à travers le monde. Robert Miller a travaillé comme conseiller *senior* de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Communes, où il a préparé une série d'études sur l'aide étrangère, les rapports avec l'Amérique latine, les droits de la personne et le développement démocratique. Dès le début des années 90, M. Miller a pris la tête du Centre et aidé l'organisation à se faire un nom au niveau international dans le domaine du développement démocratique, et il a supervisé le développement de programmes d'assistance pour les parlementaires en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et sur le continent américain. Le Centre parlementaire héberge le Secrétariat du FIPA.

constitue un exemple d'une nouvelle diplomatie parlementaire, plus utile ». Entre autres raisons, le succès du FIPA a été attribué, par M. Miller, au pragmatisme, à une approche délimitée, à des agendas soigneusement préparés et à des opérations réalisées suivant la méthodologie des groupes de travail.

Comme ce module abordait le rôle joué par les parlementaires, les participants eux-mêmes, dont plusieurs avaient d'importants antécédents professionnels et/ou une vaste expérience politique, ont été invités à partager leur expérience en la matière. Dans le but de profiter des connaissances de tous, la deuxième partie de la séance s'est déroulée sous forme de table ronde, où l'on a traité des diverses occasions dont disposent les parlementaires pour renforcer leurs compétences et pour exercer leur influence sur les politiques publiques. Lors de cette séance, on a mis l'accent sur la « diplomatie parlementaire », l'engagement direct des parlementaires à l'échange international et sur le débat autour des politiques commerciales.

Certains participants ont fait de fortes déclarations politiques sur la politique commerciale en général, alors que d'autres ont centré leurs observations sur la fonction des parlementaires et sur les manières de renforcer leurs compétences afin d'exercer leur influence sur ces politiques.

2.4 Consultation publique : des citoyens aux politiques (Module 4)

Mme Laura Dawson³ du Centre de droit et de politique commerciale a été l'animatrice de ce module, qui traitait de l'importance de la consultation publique dans la formulation d'accords commerciaux et des outils pour améliorer l'efficacité des consultations. Les parties clés intéressées ont été identifiées, parmi lesquels les groupes d'intérêt, le secteur privé et la main d'œuvre, et diverses stratégies ont été débattues pour leur inclusion dans les débats.

L'une des stratégies mises en relief par Mme Dawson consistait à identifier l'outil de communication approprié pour les différents auditoires et à tenir compte du rôle essentiel de l'éducation afin d'obtenir un apport significatif en matière de politique de la part des groupes d'électeurs. Afin d'illustrer la manière de choisir l'instrument de communication approprié pour l'auditoire visé, Mme Dawson a présenté l'exemple d'une campagne d'information publique au Nicaragua à propos du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA), où le gouvernement a publié un document humoristique, du genre bande dessinée, bien plus attrayant pour le public qu'un article

³ *Laura Ritchie Dawson* est associée *senior* pour la formation et la recherche du Centre de droit et de politique commerciales. Mme Dawson conçoit et offre des projets d'assistance technique en matière de commerce en Amérique Latine, Chine, Russie, et dans d'autres pays aux économies en développement ou en transition. Elle a mené d'importantes recherches sur la formulation de politiques commerciales, a été conseillère en la matière, et elle a travaillé avec plusieurs gouvernements de l'Amérique centrale sur la recherche et la formation par rapport à la consultation publique. Parmi ses domaines d'intérêt, il faut citer, entre autres, la formulation de politiques commerciales, la migration de la main d'œuvre et le commerce, la négociation internationale, la participation publique au développement de politiques et les liens entre la politique commerciale et la réduction de la pauvreté. Laura Dawson a été membre du corps des enseignants du *CTPL* pendant huit ans et elle est également professeur adjoint de la *Norman Paterson School of International Affairs*.

technique ou un éditorial. Toutefois, il reste important de rendre disponible de l'information technique pour ceux qui exigent une analyse plus détaillée.

Les exposés et les débats ayant eu lieu lors de ce module ont également permis d'analyser le pouvoir des médias à l'heure actuelle. Étant donné que la technologie permet à n'importe quelle personne dotée d'un ordinateur et d'une ligne téléphonique d'avoir un accès global et instantané au grand public, il devient bien plus difficile pour les gouvernements d'assurer la diffusion d'une information commerciale véridique et fondée sur les faits. Bien que certaines organisations non gouvernementales soient bien connues pour leurs campagnes anti-commerce fondées sur des informations erronées ou incomplètes, les gouvernements sont, pour leur part, responsables de fournir de l'information vraie et précise, bien que moins attrayante pour le public. Parmi les autres sujets traités dans ce module figuraient l'influence internationale exercée sur les organisations non gouvernementales locales et les perceptions changeantes des accords commerciaux internationaux dans le discours public.

2.5 Libéralisation du commerce et réduction de la pauvreté (Module 5)

Ce module, présenté par M. Erick Zeballos⁴ du Département de l'intégration commerciale et des programmes régionaux de la Banque interaméricaine de développement a offert aux participants un panorama général des conséquences provoquées par les réformes en matière de libéralisation des échanges sur la réduction de la pauvreté, et il a renforcé leur capacité d'analyser et d'identifier des options de politique commerciale ayant un effet important sur la réduction de la pauvreté. M. Zeballos a présenté des preuves empiriques des tendances reliées au commerce et à la pauvreté et il a identifié les problèmes limitant la diffusion des bénéfices du commerce à l'ensemble des habitants de la région. Dans la mesure du temps disponible, les parlementaires ont débattu sur les conséquences des négociations et des réformes commerciales pour les populations pauvres, et ils ont mis l'accent sur l'analyse des mesures de politique interne en faveur des pauvres qui peuvent être mises en œuvre parallèlement aux réformes commerciales.



⁴ Erick J. Zeballos est, à l'heure actuelle conseiller en matière de pauvreté et de commerce de la Division sur l'intégration, le commerce et les affaires hémisphériques du Département d'intégration et des programmes régionaux de la Banque interaméricaine de développement (BID) à Washington, D.C. Avant d'appartenir au Groupe BID, il a été conseiller du *Department for International Development (DFID)* (Ministère du Développement international) du Gouvernement du Royaume-Uni pour les affaires relatives au secteur privé et au développement économique pour l'Amérique Latine (Bolivie, Pérou, Brésil et Nicaragua) et l'Asie Occidentale (Afghanistan). Il a travaillé comme conseiller du Ministre du Développement durable de la Bolivie et comme coordinateur de programmes de développement à l'Association d'institutions de promotion et éducation – AIPE (réseau d'organisations non gouvernementales) de la Bolivie. Il possède plus de 13 ans d'expérience en formulation et mise en œuvre de politiques de développement et de réduction de la pauvreté dans les domaines du commerce, de la compétitivité, du développement rural et du secteur privé. M. Zeballos est ingénieur et il a une maîtrise en agriculture tropicale et des études du troisième cycle pour cadres suivies à l'Université Harvard et au *College of London*.

Le lien entre le commerce et la réduction de la pauvreté a donné lieu à une quantité de questions et a généré un débat actif entre les participants. M. Erick Zeballos a présenté des recherches empiriques démontrant qu'une augmentation de 20 % des échanges commerciaux, comme pourcentage du PIB, tend à augmenter le taux annuel de croissance de 0,5 à 1 pour cent. Par conséquent, le commerce contribue à la croissance, mais son incidence sur la réduction de la pauvreté est plus compliquée. Les dispositions en matière de commerce doivent être accompagnées d'autres mesures et réformes pour contribuer au développement économique. Même si la libéralisation du commerce contribue à améliorer les revenus, de façon générale, les bénéfices de cette amélioration peuvent ne pas atteindre tous les secteurs de la société, voire aggraver la situation de certaines personnes. Pour combattre ce problème, les gouvernements ont besoin d'information, d'analyses et de stratégies de mitigation efficaces afin de protéger les groupes vulnérables.

M. Zeballos a mentionné également, dans son exposé, la complexité de la réduction de la pauvreté et le défi que représente, pour les parlementaires, la compréhension de ces problèmes et l'exercice d'une influence sur les politiques de manière informée et proactive. Comme lors des modules sur les politiques et les règles commerciales, plusieurs participants ont manifesté leur intérêt pour une analyse plus exhaustive de ce sujet. On a considéré que ce module était particulièrement important, du fait que les effets positifs ou négatifs de la libéralisation peuvent être uniques pour chaque pays, et qu'il n'existe ni solutions ni remèdes simples.

2.6 *Égalité entre les sexes, commerce et développement (Module 6)*

Le module sur l'égalité entre les sexes et le commerce a présenté des concepts clé en matière de genre, commerce et pauvreté. Mme Heather Gibb⁵, spécialiste en égalité des sexes de l'Institut Nord-Sud en était responsable. Elle a traité, entre autres, de l'influence des instruments internationaux en faveur de l'égalité entre les sexes tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des



⁵ Heather Gibb est chercheur *senior* (droits des travailleurs) pour l'Institut Nord-Sud (INS). L'INS est un institut de recherche non gouvernemental, n'étant affilié à aucun parti politique du Canada, consacré au développement international. Il offre des recherches et des analyses en matière de politique étrangère et de développement international aux législateurs, enseignants, entrepreneurs, médias et au public en général. Heather Gibb a également dirigé des projets sur les questions de genre pour le Groupe de travail sur le développement des ressources humaines de l'APEC (forum de coopération économique de la zone Asie-Pacifique). De même, elle a réalisé de nombreux apports aux initiatives d'intégration d'égalité entre les sexes de l'APEC, et à l'heure actuelle elle développe un programme de recherche sur les droits de travailleurs pour l'INS. Heather Gibb a une longue trajectoire dans l'étude de la région Asie Pacifique, dans des postes tels que directrice du Groupe du Pacifique de la Division internationale de la Chambre de commerce du Canada, avec le Comité national canadien de la coopération économique en Asie Pacifique et le Conseil des Affaires ASEAN-Canada. Elle a été rédacteur et chercheur pour M. Joe Clark lors de son mandat comme Premier Ministre et, ultérieurement, lorsqu'il a été le leader de l'opposition.

femmes (CEDAW suivant le sigle en anglais), la Plate-forme d'action de Beijing et les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'exposé de Mme Gibb, ainsi que le débat entre les parlementaires, ont abordé tout particulièrement les différentes façons dont la libéralisation du commerce peut porter atteinte aux femmes et aux hommes pour ce qui est de l'emploi et du salaire. Ces différences ont été évaluées dans des domaines divers du monde du travail tels que l'industrie des manufactures, l'agriculture et les services.

L'un des enjeux soulevés lors de la présentation venait du fait que effets du commerce sur l'égalité entre les sexes ne sont toujours pas si évidents lorsque l'on introduit une mesure commerciale ou économique pour la première fois. Pour connaître les conséquences de ces mesures sur les hommes et les femmes, il faut donc faire une étude détaillée et consulter les parties concernées. Par exemple, si une initiative commerciale pouvait améliorer la compétitivité de l'industrie mais provoquait une contraction du secteur agricole, quel serait son effet sur l'emploi des hommes et des femmes? Y a-t-il plus d'hommes employés dans le secteur des manufactures et plus de femmes dans le secteur agricole et de l'élevage? Si l'initiative commerciale imposait la relocalisation des gens pour trouver un travail (du secteur rural au secteur urbain, par exemple) quels seraient les effets de cette relocalisation sur la vie familiale, l'éducation et d'autres questions? Toute la famille déménagera-t-elle ensemble ou ce ne sera que le travailleur qui sera délocalisé? Enverra-t-il de l'argent à sa femme et au reste de la famille? Ce type de problématiques sociales touche intimement les communautés et les familles. Le thème de l'égalité entre les sexes et du commerce nous rappelle ainsi la relation étroite existant entre les niveaux mondial et local.

Puisque le temps consacré à cette séance était limité, les participants ont manifesté leur intérêt à participer à un débat plus long sur les effets de la mondialisation sur le travail chez les femmes aussi bien que chez les hommes.

2.7 Clôture

La sénatrice colombienne Nancy Patricia Gutiérrez, membre du Comité exécutif du FIPA, a procédé à la clôture de l'atelier. Au nom du FIPA, la sénatrice Gutiérrez a remercié le député Bezan et la Section canadienne du FIPA d'avoir organisé cette rencontre et elle a souligné l'appui du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du *Trade and Poverty Trust Fund* de la Banque interaméricaine de développement et de l'Agence canadienne de développement international, sans lesquels il aurait été impossible de réaliser cet atelier. Elle a également remercié tout spécialement les spécialistes du Centre de droit et de politique commerciale de l'Université Carleton, du Centre parlementaire, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Institut Nord-Sud pour leurs présentations informatives et intéressantes.

3. Vers l'avenir

Le *Premier atelier sur le commerce pour parlementaires* est né du besoin d'offrir aux parlementaires plus d'occasions et de meilleures occasions de perfectionner leurs compétences notamment en matière de commerce international. Les réponses des parlementaires du FIPA indiquent que ce projet pilote a eu un grand succès et plusieurs d'entre eux ont demandé que cette rencontre devienne un événement annuel. Des suggestions ont été reçues afin d'inclure de nouveaux sujets spécifiques, comme les petites

économies, les stratégies de réformes des politiques ou la manière de canaliser les éléments positifs de la mondialisation de sorte qu'ils produisent des bénéfices au niveau local. La diversité d'intérêts et d'expériences des participants ont démontré la valeur d'octroyer un rôle plus important aux parlementaires aussi bien dans la conduite des séances dans de futurs ateliers que dans le partage d'expériences.

Ce projet pilote a mis en relief une série de similitudes pour ce qui est des enjeux auxquels font face les parlementaires, comme la complexité des enjeux commerciaux, la prédominance des intérêts des États-Unis et de l'Europe dans le commerce international et la mise en œuvre de politiques efficaces qui tiennent compte des intérêts nationaux. En même temps, l'atelier a permis de constater la grande diversité des pays membres du FIPA quant à leur dimension, leur niveau d'industrialisation et de développement, etc.

Cette diversité fait ressortir la force du FIPA comme véhicule pour l'échange d'informations, pour promouvoir le dialogue et favoriser une meilleure compréhension de la région. Compte tenu des objectifs et de la capacité du FIPA, du besoin d'une meilleure compréhension des enjeux commerciaux et du succès de cette rencontre, aussi bien pour les organisateurs que pour les participants, il est probable que celle-ci se répète.

4. Annexes

4.1 Annexe 1 : Liste des participants

Hôte et président de la Section canadienne du FIPA

M. James Bezan, député

Bolivie

Députée Elsa María Guevara Aguirre

Canada

M. Mauril Bélanger, député

M. Leon Benoit, député

Sénateur Michel Biron

M. Larry Miller, député

Colombie

Sénatrice Nancy Patricia Gutierrez Castañeda

Sénatrice Cecilia Matilde López Montaña

Dominique

Député Norris Charles

El Salvador

Députée Ingrid Berta Bendix

Députée Sonia Farfán de Cuellar

Haïti

Sénateur Edmonde Supplice Beauzile

Député Gérard Théràmène

Jamaïque

Député Charles Learmond

Mexique

Député Luis Fernando Rodríguez Ahumada

Député Salvador Ruiz Sánchez

Facilitateurs

Laura Dawson, Centre de droit et de politique commerciale

William Dymond, Centre de droit et de politique commerciale

Heather Gibb, Institut Nord-Sud

Robert Miller, Centre parlementaire

Erick Zeballos, Banque interaméricaine de développement

Autres Participants

Cora Capurro, Secrétariat du FIPA
Emmanuelle Pelletier, Secrétariat du FIPA
Sabra Ripley, Secrétariat du FIPA

Michael Holden, Parlement du Canada
Kerrie Rodier, Parlement du Canada

Dean Moser, Agence canadienne de développement international
Sandra Berberi, Agence canadienne de développement international

Danuta Tardif, Affaires étrangères et Commerce international Canada
Anouk St-Arnaud, Affaires étrangères et Commerce international Canada
Mary Rose, Affaires étrangères et Commerce international Canada

* * * * *



Participants à l'atelier sur le commerce

* * * * *

4.2 Programme

Atelier sur le commerce

Parlement du Canada
Ottawa, du 18 au 20 mars 2007

PROGRAMME	
Samedi 17 mars 2007	
	Arrivée et accueil des participants l'Aéroport international d'Ottawa
16 h à 20 h	Inscription des participants et remise de la documentation dans le hall de l'Hôtel Lord Elgin
Dimanche 18 mars 2007	
8 h 15	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour l'ancien Hôtel de Ville 111, promenade Sussex
8 h 45 – 9 h	Mots de bienvenue <i>M. James Bezan, député, président de la Section canadienne du FIPA</i> Discours du président du FIPA <i>M. Luiz Carlos Hauly, Chambre des députés du Brésil</i>
9 h – 10 h	Premier module : Règles et politiques commerciales 1 Animateur : William Dymond, Centre de droit et de politique commerciale (CTPL) Étant donné que les lois et les règlements résultant de l'OMS et des accords de commerce régionaux ou bilatéraux ont de profondes répercussions tant au niveau local que national, il est important que les élus soient en mesure d'intervenir dans le processus d'élaboration des politiques de commerce international et de comprendre les retombées que ces dernières peuvent avoir sur leurs concitoyens. Les pays en développement doivent relever le double défi que constitue le fait d'être les plus vulnérables au regard des changements qu'entraîne la mondialisation du commerce et de ne disposer que de peu de ressources pour gérer, voire bénéficier, de ces changements. Adaptés au rôle et aux priorités des élus, les modules 1 et 2 permettront à ces derniers d'acquérir une vue d'ensemble des principaux outils de réglementation du commerce ainsi que de la dynamique politique qui les entoure, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • les principes et les processus fondamentaux de réglementation du commerce international; • les tenants et les aboutissants du multilatéralisme, du régionalisme et du bilatéralisme en tant que stratégies d'atteinte des objectifs d'une politique économique; • la mise en œuvre et l'administration des accords de commerce.
10 h – 10 h 15	Pause café
10 h 15 – 12 h	Suite – Premier module : Règles et politiques commerciales 1
12 h – 13 h 30	Déjeuner Présidé par <i>M. James Bezan, député, président de la Section canadienne du FIPA</i> Le Café du Musée Musée canadien des civilisations 100, rue Laurier, Gatineau
13 h 30 – 14 h 45	Visite culturelle Salle du Canada – Musée canadien des civilisations 100, rue Laurier, Gatineau (à confirmer)

14 h 45 – 16 h 15	Deuxième module : Règles et politiques commerciales 2 Animateur : William Dymond, CTPL <i>Se reporter à la description des modules dans présentation du Module 1.</i>
16 h 15–16 h 30	Pause café
16 h 30–17 h 45	Suite – Deuxième module : Règles et politiques commerciales 2
17 h 45	Retour à l'hôtel
18 h 45	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour le restaurant
19 h – 21 h	Dîner Le Tartuffe, 133, rue Notre-Dame-de-l'Île, Gatineau

Lundi 19 mars 2007	
8 h 30	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour l'ancien Hôtel de Ville 111, promenade Sussex
9 h – 10 h 30	Troisième module : Le rôle du Parlement dans le commerce et dans le développement Animateur : Robert Miller, Centre parlementaire Le module 3 se devisera en trois parties : <ul style="list-style-type: none"> • Modes d'action parlementaire en matière de commerce et de développement et, plus particulièrement, dans le cadre des comités et des organisations interparlementaires. • Critères d'efficacité parlementaire et, notamment, importance de l'organisation et de la cohérence de la participation et de l'information des parlementaires et, ce faisant, du travail de recherche. • Affirmation du pouvoir parlementaire et, plus particulièrement, dans le cadre d'initiatives intraparlimentaires ou dans le cadre de relation d'entraide et de coopération interparlementaires (p. ex., le FIPA).
10 h 30–10 h 45	Pause café
10 h 45 – 12 h	Suite – Troisième module : Le rôle du Parlement dans le commerce et le développement
12 h 15 – 14 h	Déjeuner Présidé par <i>M. Léon Benoit, député et président du Comité permanent du commerce international</i> Pièce 601, Restaurant du Parlement
14 h – 14 h 45	Période des questions
15 h – 16 h 15	Quatrième module : Consultation publique : du citoyen à la politique Animatrice : Laura Ritchie Dawson, CTPL Ce module a pour objet d'aider les parlementaires à se familiariser avec divers outils et diverses stratégies utiles au dialogue au sein de la société civile et, notamment, au dialogue avec les gens d'affaires, les salariés, ou d'autres groupes sociaux. Ce module traite également, dans le cadre de discussions, de l'image changeante que se fait le public du commerce international et des raisons pour lesquelles les consultations publiques constituent à la fois un outil d'échange d'informations et un moyen d'obtenir le soutien du public aux initiatives gouvernementales.
16 h 15–16 h 30	Pause café
16 h 30 – 18 h	Suite – Quatrième module : Consultation publique : du citoyen à la politique
18 h	Retour à l'hôtel
18 h 45	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour le restaurant

19 h – 21 h	Dîner Présidé par <i>M. Ted Menzies, député et secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international et du ministre du Commerce international</i> Affaires étrangères et Commerce international Canada
-------------	--

Mardi 20 mars 2007	
8 h 30	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour l'ancien Hôtel de Ville 111, promenade Sussex
9 h – 10 h 30	Cinquième module : Libéralisation du commerce et réduction de la pauvreté Animateur : Erick Zeballos, Intégration, Division du commerce hémisphérique, BID L'objectif de ce cinquième module est d'offrir aux participants une compréhension d'ensemble des répercussions de la libéralisation du commerce sur la réduction de la pauvreté, et de développer la capacité des participants à analyser et à identifier les options qui, en matière de politique commerciale, peuvent avoir des répercussions positives sensibles sur la réduction de la pauvreté. Les participants se verront présenter les modèles conceptuels d'analyse des liens existant entre le commerce et la pauvreté, de même que différents cadres d'analyse permettant de mieux comprendre les répercussions de la libéralisation du commerce sur différents groupes de producteurs et de consommateurs, et ce, tant au niveau du foyer que de l'individu. En s'appuyant sur des données empiriques relatives aux tendances en matière de commerce et de pauvreté, les participants seront invités à identifier et à analyser les problèmes qui limitent la redistribution des bienfaits du commerce à la grande majorité des populations. Enfin, les participants seront invités à analyser et à débattre des implications politiques que peuvent avoir sur les pauvres les négociations et les réformes relatives au commerce, et ce, en mettant l'accent sur l'analyse des mesures de politique d'accompagnement en faveur des pauvres prises parallèlement aux réformes du commerce international.
10h 30 – 10h 45	Pause café
10h 45 – 12h 15	Suite – Cinquième module : Commerce et réduction de la pauvreté
12 15 – 13 h 30	Déjeuner de travail dans le salon Whitton
13 h 30 – 15 h 30	Sixième module : Égalité des sexes, commerce et développement Animatrice : Heather Gibb, Institut Nord-Sud (INS) Ce module consacré aux liens entre l'égalité des sexes et le commerce a pour objet de présenter les principaux concepts clés en terme d'égalité des sexes, de commerce et de pauvreté, ainsi que d'étudier le cadre international établi en matière d'égalité des sexes par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Plate-forme d'action de Beijing, les Objectifs du millénaire pour le développement et d'autres textes. Les participants seront invités, à partir de ces cas particuliers, à discuter des répercussions que peut avoir la libéralisation du commerce sur l'emploi et sur le salaire des femmes et des hommes travaillant dans les secteurs manufacturier, agricole et des services.
15 h 30 – 16 h	Commentaires sur les activités et évaluation de l'atelier
16 – 17 h 45	Retour à l'hôtel / Temps libre
17 h 45	Rassemblement dans le hall de l'hôtel / Départ pour l'Ambassade du Brésil
18 h – 20 h	Réception Offerte par <i>Son Excellence Valdemar Carneiro Leão, ambassadeur de la République fédérative du Brésil</i> 400, rue Wilbrod
20 h	Retour à l'hôtel

4.3 Remerciements

Le Forum interparlementaire des Amériques et la Section canadienne du FIPA souhaitent remercier les organismes suivants de les avoir aidés à organiser cet Atelier sur le commerce.

Cet Atelier sur le commerce a été organisé avec le soutien financier du gouvernement du Canada par le truchement des organismes suivants :



Affaires étrangères et Commerce international Canada
<http://www.international.gc.ca>

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) <http://www.acdi-cida.gc.ca>

Cette rencontre a été organisée avec le support financier de la :



Banque Interaméricaine de Développement (BID) à travers le *Trade and Poverty Trust Fund (TP TF)*
<http://www.iadb.org>

Un grand merci à nos partenaires :



Le Centre de droit et de politique commerciale (CTPL)
Ottawa (Canada)
<http://www.carleton.ca/ctpl>



The North-South Institute · L'Institut Nord-Sud

L'Institut Nord-Sud (INS)
Ottawa (Canada)
<http://www.nsi-ins.ca>



Parliamentary Centre
Le Centre parlementaire

Le Centre parlementaire (CP)
Ottawa (Canada)
<http://www.parlcent.ca>

Secrétariat technique du FIPA

500 - 165 Rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1P 5B9
Canada

Foro Interparlamentario de las Américas
Fórum Interparlamentar das Américas



Forum interparlementaire des Amériques
Inter-Parliamentary Forum of the Americas

Tél: +1 (613) 594-5222
Télec: +1 (613) 594-4766
info@e-fipa.org

www.e-FIPA.org

© 2007